



KPMG S.A.
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 NANTES Cedex 3
France

Téléphone : +33 (0)02 28 24 10 10
Télécopie : +33 (0)02 28 24 10 11
Site internet : www.kpmg.fr

Association L'Ecole de Design Nantes Atlantique

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Association L'Ecole de Design Nantes Atlantique
Rue Christian Pauc - Atlanpôle La Chantrerie - 44300 Nantes
Ce rapport contient 26 pages
Référence : CS-222-126

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €. Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 NANTES Cedex 3
France

Téléphone : +33 (0)2 28 24 10 10
Télécopie : +33 (0)2 28 24 10 11
Site internet : www.kpmg.fr

Association L'Ecole de Design Nantes Atlantique

Siège social : Rue Christian Pauc - Atlanpôle La Chantrerie - 44300 Nantes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale de l'Association L'Ecole de Design Nantes Atlantique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association L'Ecole de Design Nantes Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Association L'Ecole de Design Nantes Atlantique
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
21 juin 2022

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 21 juin 2022

KPMG S.A.

Cyprien Schneider
Associé

BILAN ACTIF

	Brut	Amort. prov.	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	508 613	384 454	124 158	19 141
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	8 950		8 950	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	899 232	839 533	59 698	162 976
Install techniques, matériel et outillage industriels	284 760	198 251	86 509	117 198
Autres immobilisations corporelles	4 344 417	3 305 741	1 038 676	1 289 639
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				141 095
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	26 345	16 345	10 000	10 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	241 194		241 194	216 978
Autres immobilisations financières	36 311	18 867	17 443	32 522
Total de l'actif immobilisé	6 349 825	4 763 194	1 586 631	1 989 552
Stocks et en-cours	5 153		5 153	4 225
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 238 212	242 779	3 995 432	3 541 088
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	83 255	16 789	66 465	96 497
Valeurs mobilières de placement				
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	5 729 191		5 729 191	4 870 861
Charges constatées d'avance	281 254		281 254	392 895
Total de l'actif circulant	10 337 066	259 568	10 077 498	8 905 568
Frais d'émission des emprunts				
Primes remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif				
Total de l'actif	16 686 892	5 022 763	11 664 129	10 895 121

BILAN PASSIF

	31/12/2021	31/12/2020
Fonds propres sans droit de reprise	127 011	127 011
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserve statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	232 519	- 110 005
Situation nette (sous-total)	2 510 485	2 277 966
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total des fonds propres	2 510 485	2 277 966
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions pour risques	627 979	608 890
Provisions pour charges	272 046	284 118
Total des provisions pour risques et charges	900 026	893 008
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		900 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Emprunts et dettes financières diverses		14 383
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 019 417	921 504
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 785 969	857 306
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 386	7 597
Autres dettes	193 082	427 661
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	5 230 761	4 595 693
Total des emprunts et dettes	8 253 617	7 724 145
Ecart de conversion passif		
Total du passif	11 664 129	10 895 121

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2021	31/12/2020
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	12 429 508	11 302 824
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	379 898	277 804
Versements des fondateurs ou consommations de la donation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, et transferts de charge	396 810	196 688
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	10	31 524
Total des produits d'exploitation	13 206 228	11 808 842

Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	3 728 316	3 458 767
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	361 435	289 739
Salaires et traitements	5 432 202	5 149 022
Charges sociales	2 109 403	1 917 369
Dotations aux amortissements et dépréciations	704 693	676 718
Dotations aux provisions	388 386	555 646
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	111 090	104 432
Total des charges d'exploitation	12 835 528	12 151 696
Résultat d'exploitation	370 699	- 342 854

Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4 147	6 296
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	4 147	6 296

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		64
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		64

Résultat financier	4 147	6 231
---------------------------	--------------	--------------

Résultat courant avant impôts	374 846	- 336 622
--------------------------------------	----------------	------------------

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 383	290 764
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		30 170
Total des produits exceptionnels	14 383	320 935

Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 069	930
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	148 995	90 517
Total des charges exceptionnelles	155 069	91 448

Résultat exceptionnel	- 140 686	229 486
------------------------------	------------------	----------------

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les sociétés	1 640	2 869
Total des produits	13 224 758	12 136 074
Total des charges	12 992 238	12 246 079

Bénéfice ou perte	232 519	- 110 005
--------------------------	----------------	------------------

Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total des charges des contributions volontaires en nature		

INTRODUCTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2021, dont le total est 11 664 129, 36 Euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un bénéfice de 232 519,47 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er Janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les notes ou les tableaux ci-après font partie des comptes annuels.

FAITS MARQUANTS

Les éléments suivants ont marqué l'exercice :

- réformes de l'apprentissage et de son financement : l'exercice 2021 a enregistré pour la dernière année les produits correspondant aux contrats stock de contrats d'apprentissage financés aux conditions anciennes, dans un contexte de développement soutenu de l'apprentissage ;
- mise en œuvre concomitante de plusieurs partenariats internationaux et nationaux, venus consolider la formation initiale (notamment accueil d'étudiants Chinois du CAA, partenariat avec une école indienne, TDV, et une école belge CAD, Audencia),
- reconnaissance du Grade de Master, et instruction du dossier EESPIG (Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général) ;
- réouverture des antennes Canadienne et Brésilienne ;
- remboursement du Prêt Garanti par l'Etat ;
- décision favorable du Conseil Prudhommal dans un dossier déclenché par 19 salariés portant sur des régularisations de déclaration de bases de retraites de 2005 à 2010 ; cette décision faisant l'objet d'un appel, l'intégralité du dossier est toutefois provisionnée.

Par ailleurs, une vérification fiscale a été opérée. Cette vérification a conduit à un constat d'absence de rectification et une garantie fiscale, portant notamment sur la sectorisation.

Enfin, suite à la tenue des élections des représentants des entreprises auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes Saint-Nazaire, les membres du conseil d'administration représentant la CCI ont évolué :

Présidente : Anne Brochard,

Trésorier : Hervé-Bruno Camels.

Le Directeur Général de la CCI, Anthony Valentini restant le secrétaire général.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code du commerce et de plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 février 1999. Depuis le 01/01/2020, application du règlement n°2018-06 venant modifier le règlement ANC n°2014-03 applicable à toutes les entités à but non lucratif.

Les comptes effets à recevoir et effets à payer sont englobés respectivement dans les comptes clients et fournisseurs.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et les méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Changement de méthodes

Néant

Informations générales complémentaires

1. Droits d'inscription

Ceux-ci sont acquis à l'Ecole. Ils couvrent les frais de traitement des recrutements des apprentis et des élèves pour la rentrée de septembre. Ces frais sont rattachés en totalité à l'exercice comptable civil de leur réalisation.

2. Taxe d'apprentissage

La collecte est rattachée à l'exercice comptable civil de leur perception.

3. Frais de scolarité (compte 706100)

Le montant des frais de scolarité est réparti sur 10 mois de septembre N à juin N+1.

Le pourcentage affecté aux frais de scolarité est de 48 % sur l'exercice N, calculé ainsi:

. 40% de septembre à décembre N

. et 8% correspondant aux mois de juillet et août N+1 qui sont ramenés à la période de septembre à décembre N ($2/10 \text{ mois} \times 4 \text{ mois de septembre à décembre N}$).

4. Frais de formation Apprentissage (compte 706110)

Pour la facturation des opco, le montant de formation Apprentissage est basé sur le NPEC annuel publié par France Compétences suite aux négociations des branches professionnelles, et réparti sur 12 mois de septembre N à août N+1.

A la clôture des comptes, est facturé, après réception de l'accord de prise en charge, le 1^{er} acompte à hauteur de 50% du NPEC pour les 6 premiers mois du contrat. Le pourcentage affecté sur l'exercice N aux frais de formation Apprentissage est de 4/6ème, de septembre à décembre N

Pour la facturation du reste à charge à l'employeur défini via une convention bipartite, une facture annuelle est émise sur 12 mois de septembre N à août N+1. Le pourcentage affecté aux frais de formation Apprentissage est de 4/12ème sur l'exercice N, de septembre à décembre N

Valeurs immobilisées

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire.

En cas d'utilisation de mode ou durée différent sur le plan fiscal, le complément de dotations est porté en amortissement dérogatoire.

Les éléments de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des amortissements

Catégorie	Mode	Durée
Installations, agencements, constructions	Linéaire	3 à 10 ans
Mise à disposition par CCI	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et informatique	Dégressif et Linéaire	2 à 5 ans
Matériel Audiovisuel	Dégressif et Linéaire	5 ans
Mobilier et autres immos corpo.	Linéaire	5 ans
Autres immos incorporelles	Linéaire	3 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Les titres figurant au bilan pour 10 000€ sont ceux de la société de conseil en Design Industriel de Qindgao Shangai, filiale de l'Ecole de Design.

Cette société de conseil en Chine a été créée en mars 2009. La structure juridique de la filiale en Chine est une WFOE, c'est-à-dire une société à capitaux 100% étrangers.

La WFOE créée est une société à capital de 10 000€ détenue à 100% par l'Ecole de Design.

Ces titres de participation sont à 100% dépréciés à la clôture de l'exercice. Cette société est aujourd'hui inactive.

Les titres figurant au bilan pour 6 345,62 € sont ceux de la WFOE, « Design for creative innovation ». De même, nous n'attendons pas de valorisation de cette antenne conformément à notre statut d'association à but non lucratif, et avons provisionné les titres de participation de cette filiale.

Stock et en-cours

Néant.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du dernier cours du change précédant la date de clôture de l'exercice. Les pertes latentes résultant de cette conversion ont entraîné la constitution d'une provision pour perte de change.

Au titre de cette règle, les créances suivantes ont notamment été dépréciées :

- l'avance de trésorerie faite à la filiale chinoise de Qindgao Shangai, en 2010, est de 16 789,32 €. Le montant total a été déprécié.
- les provisions pour dépréciation des créances douteuses s'élèvent à 242779,23 € au 31/12/2021.

Subventions conclues avec la Région au titre de l'activité apprentissage du CFA

L'établissement a perçu deux subventions de la part de la région au titre des effets de la réforme de l'apprentissage, couvrant tout ou partie des exercices 2021 à 2023. L'ensemble ne portant que sur une partie de l'exercice 2021. Au 31/12/2021, les conditions d'exercice de l'activité (regain d'intérêt pour l'apprentissage, maintien des financements antérieurs à la réforme) ont permis de ne pas y recourir, conduisant au constat d'une subvention perçue d'avance de 812 K€.

Traitement comptable des modulations enseignants

En l'absence de cadre explicite dans la convention collective quant au différentiel entre rémunération lissée versée et temps de travail effectif en cas de départ en cours d'année scolaire d'un enseignant et de certitude quant à la perception d'un produit en tel cas, nous n'enregistrons pas de Charges Constatées d'Avance à ce titre.

Valeurs mobilières de placement

Les titres sont comptabilisés au prix d'achat. Les dépréciations apparaissant éventuellement sur certains titres ont été constatées sous forme de provision.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du cours du change à la date de réalisations de leurs opérations.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants (membres du Bureau) s'est élevé à 0 €, étant tous bénévoles.

Effectif moyen

L'Ecole de Design emploie, au 31 décembre 2021, 282 salariés.

L'effectif ETP est de 155 personnes au 31/12/2021.

Le directeur de l'établissement est détaché de la CCI et fait l'objet d'une refacturation mensuelle, sans TVA depuis le 01/12/2016.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'indemnité de départ en retraite a été calculée en fonction notamment de :

- la législation sociale
- l'âge des salariés
- leur ancienneté dans l'entreprise
- leur rémunération actuelle.

Ce chiffre a été pondéré d'un coefficient pour tenir compte de la probabilité que chaque salarié soit encore présent dans l'entreprise à l'âge théorique de départ en retraite (65 ans).

La variation des droits acquis au 31 décembre 2021 a été constatée en dotations ou reprises pour risques et charges (681500-781500) par un compte de provisions pour charges de pensions et retraites (153000).

La provision au 31/12/2021 s'élève à 272 046,40 €.

IMMOBILISATIONS

Immobilisations incorporelles	31/12/2020	Augmentations		Diminutions		31/12/2021	réévaluation
	Immo. au début de l'exercice	Réévaluation. pratiquée dans l'exercice	Acquisitions, créations viremts de poste à poste	par virements de poste à poste	par cessions à des tiers	Valeur brute immo. à fin exercice	Réévaluation légale
Frais d'établist. développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes	349 767		169 712		1 916	517 563	

Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions :							
- sur sol propre							
dont composants							
- sur sol d'autrui							
dont composants							
Insts gales, agenct. et aménagt. const	921 206		2 882		24 856	899 232	
dont composants							
Insts tech., matériel et outillage indus	285 067		20 554		20 862	284 760	
dont composants							
Autres immobilisations corporelles:							
- instal. gén, agenc, aménagts divers	1 528 419		4 433			1 532 853	
- matériel de transport							
- matériel de bureau et info, mobilier	2 422 616		385 142		23 629	2 784 129	
- emballages récupérables et divers	28 188				753	27 435	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes	141 095			141 095			
Biens recus en legs ou donations destinés à être cédés							
Total immobilisations corporelles	5 326 594		413 013	141 095	70 101	5 528 410	

Immobilisations financières							
Participations évaluées	26 345					26 345	
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immo. financières	268 369		29 197		20 061	277 505	
Total immobilisations financières	294 715		29 197		20 061	303 851	

Total général	5 971 077		611 923	141 095	92 079	6 349 825	
----------------------	------------------	--	----------------	----------------	---------------	------------------	--

AMORTISSEMENTS

Immobilisations amortissables	Situations et mouvements de l'exercice des amortissements techniques			
	Amortissements début exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions	Amortissements fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles	330 625	55 745	1 916	384 454
Terrains				
Constructions :				
- sur sol propre				
- sur sol d'autrui				
inst. gales, agencts aménagts des constructions	758 230	106 159	24 856	839 533
Installations techniques, matériel et outillage industriels	167 869	51 243	20 862	198 251
Autres immobilisations corporelles :				
- inst. gales, agencements, aménagts divers	702 394	272 739		975 133
- matériel de transport				
- matériel de bureau et informatique, mobilier	1 963 120	364 898	23 629	2 304 389
- emballages récupérables et divers	24 069	2 902	753	26 218
Total	3 615 685	797 942	70 101	4 343 526
Total général	3 946 310	853 688	72 018	4 727 981

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets des amortissements fin exercice
	Différentiel de durée, autres Colonne 1	Mode dégressif Colonne 2	Amortissement fiscal except. Colonne 3	Différentiel de durée, autres Colonne 4	Mode dégressif Colonne 5	Amortissement fiscal except. Colonne 6	
Frais d'établissement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres immo. incorporelles							
Terrains							
Constructions :							
- sur sol propre							
- sur sol d'autrui							
Inst. géné., agencts, aménag.							
Inst. techniques, mat. et outil.							
Autres immobilisations corporelles:							
- inst. générales.,agenc.,aménag. div.							
- matériel de transport							
- mat. bureau, informatique, mobilier.							
- emballages récupérables, divers							
Total							
Frais acquisitions titres participation							
Total général							
Total général non ventilé		Total général non ventilé			Total général non ventilé		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions	Montant début d'exercice	Augmentations: dotations exercices	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- dont majoration exceptionnelle de 30%				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total provisions réglementées				

Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similaires	284 118		12 072	272 046
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	608 890	170 371	151 281	627 979
Total provisions risques et charges	893 008	170 371	163 353	900 026

Provisions pour dépréciation:				
- sur immobilisations incorporelles				
- sur immobilisations corporelles				
- sur immo. des titres mis en équivalence				
- sur immo. des titres de participation				
- sur autres immobilisations financières	35 213			35 213
- sur stocks et en cours				
- sur comptes usager	167 317	218 015	142 553	242 779
Autres provisions pour dépréciation	16 789			16 789
Total provisions pour dépréciation	219 320	218 015	142 553	294 782

Total général	1 112 329	388 386	305 907	1 194 808
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		388 386	305 907	
- financières				
- exceptionnelles		148 995		

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice	
---	--

ETAT DES ECHEANCES, DES CREANCES ET DES DETTES **A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	241 194		241 194
Autres immobilisations financières	36 311		36 311
Créances clients et usagers douteux et litigieux	242 945	242 945	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 995 266	3 995 266	
Créances reçues sur legs et donations			
Créance représentative de titres prêtés			
- provision pour dépréciation ant. constituée			
Personnel et comptes rattachés	4 002	4 002	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 684	5 684	
- Impôts sur les bénéfices			
Etat et autres	547	547	
collectivités publ.			
- TVA			
- Autres impôts, taxes vers. assimilés			
- Divers	23 697	23 697	
Groupes et associés	16 789	16 789	
Débiteurs divers (dont créances relatives opérations pension de titres)	32 532	32 532	
Charges constatées d'avance	281 254	281 254	
Total général	4 880 227	4 602 721	277 505
Montant des - prêts accordés en cours d'exercice	29 197		
- remboursements obtenus en cours d'exercice	20 061		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes				
auprès étbts crédit				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 019 417	1 019 417		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	304 637	304 637		
Sécurité sociale et organismes sociaux	613 849	613 849		
- Impôts sur les bénéfices	1 640	1 640		
Etat et autres	2 915	2 915		
collectivités				
- Obligations cautionnées				
publiques	862 926	862 926		
- Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 386	24 386		
Groupe et associés				
Autres dettes	193 082	193 082		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 230 761	5 230 761		
Total général	8 253 617	8 253 617		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés pers. physiques				

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan:

(En euros)	Montant au 31/12/2021	Montant au 31/12/2020
Emprunts et dettes financières	514 994	455 550
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et Comptes rattachés (408100)	514 994	455 550
Dettes fiscales et sociales	1 286 379	434 512
Personnel et comptes rattachés (428200+428600+428601)	300 920	279 635
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (438200+438600+438610+438611+438612)	172 433	145 437
Etat et autres collectivités publiques (441900+44587)	813 025	9 439
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes (419800)	0	1 190
TOTAL DES CHARGES A PAYER	1 801 372	891 252

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

(En euros)	Montant au 31/12/2021	Montant au 31/12/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés (418100)	154 368	320 287
AUTRES CREANCES	36 042	85 787
Fournisseurs - avoirs à recevoir (409800)	580	0
Personnel et comptes rattachés - produits à recevoir		
Organismes sociaux - produits à recevoir (438700)	2325	7657
Etat - produits à recevoir (441700+445860)	23810	2670
Associés - intérêts courus		
Divers - produits à recevoir (468700)	9327	72352
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités -intérêts courus (518700)		3107
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	190 410	406 073

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

(En euros)	Montant au 31/12/2021	Montant au 31/12/2020
Charges d'exploitation	281 254	392 895
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	281 254	392 895

Les charges constatées d'avance enregistrent les charges comptabilisées pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

(En euros)	Montant au 31/12/2021	Montant au 31/12/2020
Produits d'exploitation	5 230 761	4 595 693
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	5 230 761	4 595 693

Les produits constatés d'avance enregistrent les produits comptabilisés pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur

FONDS PROPRES

Variation des fonds propres

(En euros)	A	Affectation du	Augmentation	Diminution ou	A
	l'ouverture	résultat		Consommatio	la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	127 011				127 011
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	639 939				639 939
Report à nouveau	1 621 022	-110 005			1 511 017
Résultat de l'exercice	-110 005	110 005	232 519		232 519
SITUATION NETTE	2 277 967	0	232 519	0	2 510 487
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	2 277 967	0	232 519	0	2 510 487

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En euros)		Montant au 31/12/2021	Montant au 31/12/2020	Variation %
Ventes de marchandises				
Ventes de marchandises				
706010	FRAIS D'INSCRIPTION	65 095	72 501	-10%
706030	FRAIS INSCRIPTION TOEFL	16 022	9 780	64%
706040	FRAIS ADMINISTRATIF (APPRENTIS CFA)	12 631	8 940	41%
706100	PRESTATION FORMATION INITIALE	8 605 027	8 374 395	3%
706110	PRESTATION FORMATION APPRENTISSAGE	2 610 978	1 756 855	49%
706200	PROJETS INDUSTRIELS	496 074	486 218	2%
706201	EXPERTISES	18 677	42 060	-56%
706202	INGENIERIE	75 000	75 000	0%
706500	PRODUITS DIVERS	80 764	87 444	-8%
706600	PRODUITS CONTRATS PRO		46 473	814%
706701	PREST FC DESIGN DIVERS	424 677	291 157	NS
706702	PREST FC DESIGN OPCA	19 328	39 080	-51%
706703	PREST FC DESIGN PARTICULIERS	2 595	4 568	-43%
708880	AUTRES PRODUITS	2 641	8 353	-68%
Production Vendue		12 429 508	11 302 824	10%
740000	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	144 846	25 175	475%
741201	SUBVENTION MINISTERE DE LA CULTURE	9 439	19 417	-51%
744250	PASS APPRENTI - REGION		13 640	-100%
744280	AUTRES SUBVENTIONS REGION		600	-100%
744300	SUBVENTIONS AUTRES ORG PIRI ICS		7 460	-100%
744500	FOND SOCIAL APPRENTI	600		NS
744510	AIDE PERMIS B APPRENTI	9 500	1 000	850%
746000	SUBVENTION TAXE APPRENTISSAGE	215 514	210 512	2%
Subventions		379 899	277 805	37%
Production de l'exercice		12 809 407	11 580 629	11%
TOTAL PRODUCTION		12 809 407	11 580 629	11%